

# Les cantines et les femmes : un espoir d'émancipation ? France et URSS dans l'entre-deux-guerres

ANNA SAFRONOVA

---

## Résumé

La cantine se trouve au croisement du monde du travail et celui de la domesticité et elle est un lieu privilégié pour l'analyse de la domination subie par les femmes dans ces deux sphères. L'article compare l'organisation des cantines pour les ouvrières et la reconnaissance de leur travail en France et en URSS dans l'entre-deux-guerres. Malgré les différences de contexte politique et économique, ainsi que des représentations du travail féminin opposées, le système patriarcal commun explique la ségrégation sexuée du travail et de l'espace dans les deux pays.

**Mots-clés** : URSS – France – Femmes – Conditions sociales – Alimentation.

## Abstract

### *Women and Dining Halls: a Hope for the Emancipation? France and USSR in the Interwar Period*

*The dining hall is situated on the intersection of public and private spheres and is therefore a privileged place for an analysis of the woman's oppression in the both spheres. This study compares the organization of canteens for women workers and the recognition of their work in France and in USSR in the interwar period. Although the political and economic contexts are different as well as the representations of the woman's work, a shared patriarchal system explains the sex segregation of work and space in both countries.*

**Keywords**: USSR – France – Women – Social conditions – Food.

Le discours officiel sur l'émancipation des femmes dans la société soviétique semble être à l'opposé du discours patriarcal de la Troisième République<sup>1</sup>. Les bolcheviks, à l'image des théoriciens socialistes du

---

<sup>1</sup> Le présent article reprend l'un des axes d'analyse développé dans notre mémoire de Master 2 intitulé : « Les cantines françaises et soviétiques dans

féminisme comme Clara Zetkin, August Bebel et Aleksandra Kollontaï, proposent de faire sortir la femme du foyer pour assurer son indépendance économique par l'obtention d'un emploi rémunéré, condition jugée suffisante pour assurer son autonomie<sup>2</sup>. Le projet des cantines soviétiques s'inscrit dans cette logique : socialiser les tâches ménagères. Cependant, ce modèle ne remet pas en cause la domination masculine et la répartition sexuée du travail. C'est probablement le prix que les femmes militantes doivent payer pour s'intégrer dans le milieu masculin des socialistes<sup>3</sup>.

Par contraste, le discours du patronat français insiste ouvertement sur le fait que la place des femmes est au foyer, le travail en dehors de la maison étant perçu comme temporaire et donc marginal<sup>4</sup>. Suivant cette logique, les cantines visent surtout les ouvriers et ouvrières célibataires, alors qu'une femme mariée est censée rester à la maison et préparer le repas pour la famille. Néanmoins, avant même la Grande Guerre, une partie importante des femmes est employée dans les bureaux et dans l'industrie<sup>5</sup>. Après la guerre, dans les usines taylorisées, les femmes exécutent les tâches les plus répétitives ; en 1931, la moitié des « cols blancs » sont des femmes<sup>6</sup>.

Les femmes ouvrières dans les cantines se situent à l'intersection de deux systèmes de domination : dans le monde du travail, elles occupent

---

l'entre-deux-guerres », préparé sous la direction de Marie-Pierre Rey et soutenu à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en juin 2016.

<sup>2</sup> Kate Cairns, Josée Johnston, *Food and Femininity*, New York, Bloomsbury, 2016.

<sup>3</sup> Marilyn J. Boxer, « Rethinking the Socialist Construction and International Career of the Concept "Bourgeois Feminism" », *The American Historical Review*, vol. 112, n° 1, p. 131-158.

<sup>4</sup> Pour plus de détails, voir Christine Bard, *Les femmes dans la société française au xx<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 2001.

<sup>5</sup> Sur le travail des femmes voir Sylvie Schweitzer, *Les femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes aux xix<sup>e</sup> et xx<sup>e</sup> siècles*, Paris, Odile Jacob, 2002.

<sup>6</sup> Sian Reynolds, *France between the wars: gender politics*, New York, Routledge, 1996, p. 100.

des positions subalternes dans le processus de production ; en tant que femmes, elles subissent une domination patriarcale dans et hors du cadre du travail. Les cantines sont un lieu privilégié pour une analyse de la domination ou de la libération des femmes, car elles se trouvent au croisement de la sphère du travail et de celle de la domesticité. Comment les contradictions entre ces deux mondes se manifestent-elles dans l'organisation de la cantine ? Comment les patrons et les philanthropes français et l'État soviétique justifient-ils l'apparition des cantines ? Quelle est la reconnaissance du travail féminin dans la cantine ? Le présent article étudiera d'abord comment la position subalterne des ouvrières françaises et soviétiques au travail et en famille leur donne ou non l'accès à l'alimentation au sein des cantines. Ensuite, il analysera comment cette position se traduit dans le modèle d'organisation des cantines.

### Les ouvrières mangent-elles à la cantine ?

La chronologie du développement des cantines soviétiques est en décalage par rapport au cas français. C'est pendant la Grande Guerre que les cantines apparaissent massivement en France alors qu'en URSS, la cantine devient le lieu d'un repas régulier assuré pour les employés au cours du premier plan quinquennal (1928-1932)<sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup> Sur la mise en place et le développement des cantines en URSS, voir François-Xavier Nérard, « Nourrir les constructeurs du socialisme. Cantines et question alimentaire dans l'URSS des premiers plans quinquennaux (1928-1935) », *Le Mouvement social*, n° 247, 2014, p. 95-99. Pour la France, se reporter à Xavier Vigna, « La restauration collective des ouvriers en France pendant la Grande Guerre », *Le Mouvement Social*, 2014/2, n° 247, p. 47-63.

*Avant l'apparition massive des cantines aux usines : le repas comme responsabilité des femmes et non du patron*

Avant la Grande Guerre en France et avant la Révolution bolchevique de 1917, les cantines visent surtout les travailleurs célibataires ou éloignés de leur famille. La forme la plus répandue dans les deux pays est la vente de denrées crues à l'épicerie patronale, à la fois source de profit et outil de contrôle et de fidélisation. Ces aliments ne sont pas préparés et consommés de manière identique dans les deux pays, les ouvriers français et soviétiques ne partageant ni les mêmes conditions matérielles ni le même profil social. En France, le repas est préparé et consommé au foyer, les patrons français estimant que l'ouvrier propriétaire qui mange en famille est « immunisé » contre l'influence du socialisme. L'industrialisation russe est plus tardive et les ouvriers sont majoritairement des paysans qui partent de leur village à la recherche d'un travail rémunéré et n'habitent pas avec leur famille<sup>8</sup>. Le repas est alors cuisiné sur le lieu de travail et consommé collectivement, cela explique la dénomination de ce dispositif – « une alimentation coopérative », *harčovaia artel'*. Les sources consultées ne permettent malheureusement pas de dire qui prépare le repas, mais on sait que dans certains cas on emploie une cuisinière. On peut supposer que la plupart du temps ce sont les ouvrières ou les femmes des ouvriers qui préparent les repas à tour de rôle.

Malgré l'interdiction, les ouvriers et les ouvrières français mangent à l'atelier<sup>9</sup>, exposés à un environnement toxique et soumis à l'arbitraire des inspecteurs qui veillent au respect de l'interdiction<sup>10</sup>. Si les industriels

---

<sup>8</sup> Sur les paysans travaillant dans l'industrie avant 1917, voir Jeffrey Burds, *Peasant Dreams and Market Politics: Labor Migration and the Russian Village, 1861–1905*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1998.

<sup>9</sup> Par les décrets du 10 mars 1894 et du 20 novembre 1904.

<sup>10</sup> Linda Clark, *The rise of professional women in France. Gender and public administration since 1830*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 120.

contournent ainsi les décrets, c'est qu'ils ne veulent pas forcément investir dans l'aménagement d'un réfectoire. Mais quand bien même un espace de restauration a été concédé aux ouvriers, l'équipement et le combustible ne leur sont pas toujours garantis. Or, l'infériorité du salaire des ouvrières leur permet difficilement de manger à l'extérieur de l'usine, au contraire des hommes<sup>11</sup>. En France et en Russie avant 1917, les patrons préfèrent augmenter la productivité par l'allongement de la journée de travail plutôt que par l'amélioration des conditions de production. Pour cette raison, la préparation des repas reste à la charge des ouvriers et de leurs femmes.

#### *Cantine et socialisation des tâches ménagères : vers la libération des femmes ?*

Les bolcheviks et les industriels considèrent la consommation alimentaire dans le cadre familial comme une source d'embourgeoisement. De ce fait, la France et l'URSS adoptent deux modèles distincts d'organisation des cantines, fondés sur des représentations différenciées de la femme.

Les ouvrières françaises sont rarement admises à manger dans les cantines avec les hommes. Cette interdiction démontre la volonté des patrons de les maintenir dans un rôle de gestionnaires de l'économie domestique familiale<sup>12</sup>. Les femmes ne doivent pas abandonner le foyer ni les tâches ménagères, même temporairement. À la cantine de la compagnie des chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée, les femmes sont seulement autorisées à prendre des plats à emporter<sup>13</sup>. C'est une manière de conserver la pratique de la consommation alimentaire au sein du noyau familial, malgré une activité salariée en dehors de la maison. En 1917, ce dispositif est promu en France par des philanthropes lors de la crise de la

---

<sup>11</sup> Archives nationales de France (AN), F/22/532, Organisation médicale des usines de guerre, 1918.

<sup>12</sup> Anne Lhuissier, *Alimentation populaire et réforme sociale : les consommations ouvrières dans le second XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions QUAE, 2007, p. 100.

<sup>13</sup> Marie-Françoise Charrier, Élise Feller (dir.), *Aux origines de l'Action sociale. L'invention des services sociaux aux chemins de fer*, Ramonville-Saint-Agne, Éditions Eres, 2001, p. 37.

vie chère. De nouvelles cuisines municipales subventionnées par des dons privés apparaissent, comme la *Société des cantines municipales* à Lyon qui compte huit succursales dans les quartiers les plus peuplés. Le médecin Caubet en fait l'éloge dans un rapport adressé au ministère de la Santé et de l'Hygiène :

« L'emploi de la femme dans les usines travaillant pour la Défense nationale risquait d'influencer fâcheusement l'alimentation de la famille ouvrière. La mère de famille, occupée dans une usine éloignée de son domicile, n'avait plus le temps de s'occuper convenablement de la préparation des repas<sup>14</sup>. »

La « mère de famille » doit donc assurer la préparation d'un repas chaud, ce qui garantit une bonne santé. Sans ce dispositif, estime le médecin Caubet, « au bout de quelques jours, elle renoncerait probablement à fournir aux siens un véritable repas de midi et les nourrirait le plus souvent de charcuterie et de crudités ». Les cuisines municipales de Lyon servent environ 6 000 repas par jour en 1917 ; de plus, trois restaurants gratuits sont ouverts pour les mères nourrices, « empêchant le dépérissement de la race pendant les temps d'épreuve<sup>15</sup> ».

Après la Révolution, les bolcheviks entendent créer « un homme nouveau » dont l'alimentation serait collective, le cadre privé de la famille étant réputé être une source de « l'égoïsme bourgeois »<sup>16</sup>. De plus, la cantine contribuerait à l'émancipation des femmes. Pour les féministes socialistes, la socialisation de la garde d'enfants et des tâches ménagères ainsi que la participation des femmes à la production constitueraient des conditions suffisantes pour que les femmes obtiennent l'égalité avec les

---

<sup>14</sup> AN, F/22/538, Rapport du Colonel Obrecht, directeur de l'Atelier de construction de Puteaux, relativement à l'Organisation des cantonnements et des restaurants ouvriers, dans le dossier sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, (1916-1918).

<sup>15</sup> *Id.*

<sup>16</sup> Sur la consommation alimentaire attendue de « l'homme nouveau » soviétique, voir Tricia Starks, *The Body Soviet: Propaganda, Hygiene, and the Revolutionary State*, Madison, University of Wisconsin Press, 2008, p. 12-69.

hommes. Ces idées, promues par le département féminin du parti communiste, *Ženotdel*, ne débouchent pas sur des réalisations cohérentes, faute de volonté du parti et de financement suffisant<sup>17</sup>.

Depuis 1922, l'institution centrale de l'Alimentation populaire, *Narpit*<sup>18</sup>, gère et coordonne l'organisation des cantines en URSS. La faiblesse du financement et du ravitaillement empêche la création de cantines « modèles » qui feraient concurrence aux commerces privés, autorisés pendant la Nouvelle politique économique (*NEP*, 1922-1928). C'est pendant le premier plan quinquennal (1928-1932) que le nombre de cantines d'État passe de 167 à 1 000 à Moscou et que le nombre de repas servis par jour décuple<sup>19</sup>, en grande partie grâce à la nationalisation des restaurants existants. Cependant ces cantines ne visent pas seulement à remplacer la cuisine privée, leur objectif est principalement de garantir l'alimentation de catégories définies de population. Elles s'inscrivent dans un système de rationnement dans un contexte de famine. Comme le montre François-Xavier Nérard, les cantines soviétiques sont dans la réalité loin de répondre à l'idéal qui a entouré leur création<sup>20</sup>. Loin de se substituer à la cuisine privée pour tous les repas de la journée, elles peinent à garantir aux ouvriers le repas de midi.

Le projet de socialisation des tâches ménagères se réduit à une simple rhétorique, diffusée dans les discours publics, brochures, pancartes et banderoles. Les représentants de *Narpit* scandent des slogans lors de l'ouverture de cantines, qui intervient souvent un 8 mars, journée

---

<sup>17</sup> Wendy Goldman, *op. cit.*, p. 68.

<sup>18</sup> *Narpit, Narodnoe pitanie*, hérite du système des cantines communautaires du temps de la Guerre civile. Parmi les actionnaires se trouvent des organes du pouvoir central, notamment les Commissariats du peuple pour la Santé publique, le Travail, le Transport, l'Économie ; des organes du pouvoir local et des organisations coopératives.

<sup>19</sup> Vladimir Brezanovskij, *Moskva: socialisticeskaia rekonstrukcia proletarskoj stolicy*, Moscou, Mosoblpolitgraf, 1932, p. 7.

<sup>20</sup> François-Xavier Nérard, « Nourrir les constructeurs du socialisme... », *op. cit.*, p. 95-99.

internationale de la femme<sup>21</sup>. Parfois des banderoles fixées aux murs des cantines proclament : « Menons jusqu'à la fin l'émancipation des femmes, commencée par le camarade Lénine<sup>22</sup> ». Anatolii Lunačarskii, le commissaire du Peuple à l'Éducation est l'auteur d'un ouvrage sur la nouvelle vie, dans lequel on peut lire :

« Notre mission est de tuer les tâches ménagères. [...] Comment libérer des millions de femmes de leur foyer, de leur pot de soupe au chou ? [...] Nous ne pouvons pas nous résigner aux petites cuisines enfumées pour 5-6 personnes car nous savons très bien qu'avec le même argent, avec le travail, on peut donner de la nourriture merveilleuse, délicieuse, saine dans les cantines et cuisines publiques, munies d'une bonne musique, de journaux, de jeux d'échecs, dans un climat agréable qui apporte bonheur et repos. Tout cela, nous pouvons le donner au même coût que la soupe de maison<sup>23</sup>. »

La représentation de l'alimentation privée est réduite à l'idée d'oppression de la femme : cette image omet que la préparation des repas est également une source d'autonomisation des femmes grâce à la reconnaissance de leur travail domestique<sup>24</sup>. La représentation de la cuisine privée en France, en revanche, omet l'aspect oppressif du travail domestique. De plus, la rhétorique soviétique se construit en opposition par rapport à la société occidentale telle qu'elle est imaginée, le discours sur la

---

<sup>21</sup> Après la révolution bolchevique, le jour international des femmes est l'une des principales fêtes, avec le premier mai et le jour de la Révolution d'Octobre. Sur les commémorations du 8 mars, voir Choi Chatterjee, *Celebrating women. Gender, Festival culture. And Bolshevik ideology, 1910-1939*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2002.

<sup>22</sup> Archives d'État sur l'Économie, Moscou (RGAE), fonds 484, inventaire 15, dossier 1, p. 50, dossier sur la création du *Narpit*, les objectifs imminents du *Narpit*, 1927.

<sup>23</sup> Anatolii Lunacarskii, *O byte*, Moscou, Gosudarstvennoie izdatel'stvo, 1927, p. 40.

<sup>24</sup> Kate Cairns, Josée Johnston, *Food and Femininity*, New York, Bloomsbery, 2016, p. 8.



modernité des cantines servant ainsi à légitimer le régime et à construire une identité soviétique<sup>25</sup>.

*Des ouvrières visibles : la cantine comme mesure d'exception pour les femmes employées sur un poste « masculin »*

Les cantines destinées aux ouvrières apparaissent dans les usines où les femmes occupent les métiers « d'homme » : pendant la Grande Guerre en France et pendant le premier plan quinquennal en URSS (1928-1932). Avant 1914, dans les deux pays, les femmes sont employées dans les secteurs industriels les moins valorisés. Quand les ouvrières occupent les postes auparavant réservés aux hommes, telles les « munitionnettes » en France, les mauvaises conditions de leur travail deviennent visibles par contraste avec les conditions de travail des hommes dans le même secteur. Le mouvement ouvrier en France ainsi que l'État soviétique répondent à l'entrée des femmes dans les secteurs « masculins » en adoptant des mesures de protection spécifiques aux femmes, ce qui les exclut de fait de certains secteurs<sup>26</sup>. Comme les industriels français n'investissent pas dans la création de cantines destinées aux femmes travaillant dans les usines de guerre, ce sont les associations philanthropiques qui s'en chargent<sup>27</sup>. Parmi une dizaine de réalisations, on peut citer les foyers-cantines fondés à Boulogne-sur-Seine et à Neuilly à l'initiative de la féministe protestante Adrienne Avril de Sainte-Croix<sup>28</sup>.

---

<sup>25</sup> Choi Chatterjee, « Soviet Heroines and the language of modernity, 1930-1939 », in Melanie Ilič (ed.) *Women in the Stalin era*, New York, Palgrave, 2001, p. 49-68.

<sup>26</sup> Pour l'URSS, voir Melanie Ilič, *Women Workers in the Soviet Interwar Economy: From "Protection" to "Equality"*, Londres, Macmillan, 1999. Pour la France, voir Françoise Thébaud, *Les femmes au temps de la guerre de 14*. Paris, Éditions Payot et Rivages, 2013.

<sup>27</sup> Françoise Thébaud, *op. cit.*, p. 251.

<sup>28</sup> Karen Offent, « La plus grande féministe de France : pourquoi a-t-on oublié l'inoubliable féministe internationale française Ghénia Avril de Sainte-Croix ? », in Christine Bard (dir.), *Les féministes de la première vague*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 181-194.

Pour l'URSS, les sources ne permettent malheureusement pas de définir les initiateurs de cantine pour femmes. Pendant les premiers plans quinquennaux, la qualité des repas servis à la cantine dépend de la priorité accordée à l'entreprise, et les cantines des branches les plus féminisées proposent des repas moins nourrissants<sup>29</sup>. Dans les usines chimiques *La Marine Rouge* et *l'Armée Rouge* situées dans la région de Moscou, le *Narpit* ouvre en 1928 une cantine à bas prix destinée aux ouvrières<sup>30</sup>. Cependant de nombreuses ouvrières sont obligées de partager leur repas à deux, ne pouvant acquitter le prix d'un repas entier. Quant aux hommes employés dans ces mêmes usines, ils achètent leurs repas chez des commerçants privés, qui existent encore en 1928. L'objectif de cette cantine, comme celui des cantines des philanthropes français, est ainsi de compenser par une mesure exceptionnelle les mauvaises conditions de travail que subissent les ouvrières en raison de la ségrégation sexuée à l'œuvre dans ces usines.

Les femmes au travail dans les cantines : quel statut, pour quelle rémunération ?

En France, comme en URSS, la division sexuée du travail n'est pas remise en cause par les organisateurs de l'alimentation au travail. L'aménagement de la cantine et les choix de gestion relèvent de l'idée que le travail des femmes n'a pas ou peu de valeur productive.

#### *La répartition sexuée du travail et de l'espace à la cantine*

La distinction sexuée des lieux de prise de repas se fait d'abord pour des raisons économiques : dans les deux pays, la femme dépense moins à cause d'un salaire inférieur. En 1916, pour un repas à la cantine patronale

---

<sup>29</sup> Archives d'État de la ville de Moscou (TsGAM), f.2739, inv.1, d.119, p. 3. Dossier du Département de planification et de production sur l'approvisionnement de cantines du *Narpit* de Moscou, 1932.

<sup>30</sup> *Narpit*, n° 11-12, 1929, p. 6.

à Boulogne, un homme paie en moyenne 2,50 francs, alors qu'une femme ne dépense que 1,40 franc ; chez un restaurateur, un repas coûte 3 francs minimum<sup>31</sup>. Les femmes sont « moins bien accueillies » par les marchands de vin<sup>32</sup> qui ne les laissent pas toujours consommer sur place, ce qui les oblige alors à manger « dans la rue, assises sur le bord du trottoir »<sup>33</sup>. On observe également une ségrégation volontaire, fondée sur des raisons « morales ». En France, dans le secteur des services, les dirigeants investissent plus généreusement dans l'alimentation de leurs employés en « cols blancs » que les patrons de l'industrie. Certaines cantines pour cols blancs ont ainsi été installées avant 1917, comme le Buffet de la Banque de France ouvert en 1866<sup>34</sup>. Une salle séparée est réservée aux femmes célibataires, alors que les employées mariées ont le droit de partager une table avec leurs maris. Dans le cas du Buffet de la Banque de France, le « réfectoire des dames » est d'une moindre surface que celui des hommes et sa décoration est plus austère<sup>35</sup>. En URSS, on observe une séparation partielle entre les sexes dans les cantines, qui traduit les segmentations sexuées à l'œuvre dans les différents secteurs économiques. Cela mis à part, hommes et femmes mangent ensemble.

Dans les deux pays, les cantines relevant du secteur des services et de l'alimentation emploient une main-d'œuvre majoritairement féminine. Les femmes y effectuent des tâches dont elles ont déjà la charge dans la sphère familiale. En 1927, presque tout le personnel du Buffet de la Banque de France en contact avec les clients est féminin : 22 serveuses, trois « filles de cuisine » et trois « dames » aux vestiaires. Les hommes

---

<sup>31</sup> AN, F/22/536, Rapport sur l'alimentation à Boulogne-Billancourt, le 18 février 1918 pour le dossier sur le logement des ouvriers.

<sup>32</sup> *Id.*

<sup>33</sup> Charles Gide, *Les coopératives françaises durant la guerre*, Paris, Association pour l'enseignement de la Coopération, 1928, p. 110.

<sup>34</sup> Archives de la Banque de France (ABF), 1535199215/2.

<sup>35</sup> ABF, 1535199215/2, dossier sur la gestion du buffet du siège de la Banque de France, plan d'agrandissement du Buffet en 1920.

occupent surtout des postes qui requièrent une qualification : des cuisiniers, un pâtissier, un caviste<sup>36</sup>. De plus, le travail féminin est dévalorisé : la serveuse touche 650 francs par mois, alors qu'un plongeur perçoit 950 francs<sup>37</sup>. En URSS, les femmes constituent la majorité des employés des cantines. En 1931, Riabceva, la future directrice des cantines, dont le prénom est inconnu, se prononce à ce sujet lors d'une réunion de bilan de formation : « La cantine industrielle (*fabrika-kuhnia*) que j'ai visitée emploie 694 travailleurs, dont 26 % sont qualifiés. La majorité est composée de femmes au foyer. Ainsi je conclus qu'il ne s'agit pas de la production, mais du service<sup>38</sup> ». Pour Riabceva, un travail identique à celui que les femmes accomplissent au sein de leur foyer n'a pas de valeur, même s'il est effectué dans une cantine d'État. Elle a intériorisé l'idée que seul l'emploi qualifié et séparé de la sphère domestique est considéré comme un « travail ». Il ne reste aucune trace du discours pour l'indépendance économique des femmes : l'infériorisation des femmes est assimilé.

Deux modèles attribués aux femmes reflètent le choix que font les directeurs des cantines s'agissant de l'emploi du personnel dans les cantines françaises : celui de la « mère sainte » ou celui de la « coquine ». Depuis 1857, la cantine de la gare d'Orléans à Paris (appelée ensuite la gare d'Austerlitz) est gérée par une communauté des moines<sup>39</sup>. Au Buffet de la Banque de France, comme dans d'autres restaurants gérés par la compagnie *Duval*, ce sont des jeunes filles qui servent à table. En 1928, *La notice aux directeurs*, sorte de manuel du bon gestionnaire de cantine, donne le conseil suivant : « La coquetterie [...] doit être appréciée et

---

<sup>36</sup> ABF, 1532200250/43, dossier sur les buffets et la commission de surveillance, l'étude sur la gestion de M. Brouillard en 1938.

<sup>37</sup> *Id.*

<sup>38</sup> RGAE, f.484, inv.15, d.25, p. 6, sténogramme de la conférence de formation des directeurs rouges du *Narpit*, le 16 avril 1931.

<sup>39</sup> Archives de la SNCF au Mans, 40LM010/2, dossier sur le réfectoire de la Compagnie, 112 rue du Chevaleret, le 1<sup>er</sup> juillet 1897.

encouragée comme une qualité également souhaitable. Le blâmer serait une maladresse »<sup>40</sup>. Il est probable que les usagers des cantines soviétiques, mécontents du service et du contenu de l'assiette, sont plus susceptibles de faire des reproches au personnel féminin, les accusant d'indifférence voire même de rudesse, loin de l'attitude bienveillante et serviable attendue de la part de serveuses<sup>41</sup>.

*La femme « nourricière » : l'élargissement de l'économie informelle jusqu'au lieu de travail*

Le travail non rémunéré des femmes pour l'alimentation de la famille ne se limite pas à la sphère du foyer et s'élargit à la sphère du travail : la femme prépare le repas de midi ou une gamelle le matin. En France comme en URSS, lorsqu'ils en ont le choix, les employés mariés abandonnent la cantine. Le patron ou l'État économisent ainsi sur les cantines, car ce sont les épouses qui nourrissent la force de travail existante, future et retraitée. Il s'agit d'un cercle vicieux : la cantine mal organisée n'est pas le premier choix d'un ouvrier qui préfère manger ailleurs ; et si les ouvriers n'utilisent pas la cantine, le patron ou l'État ne s'investissent pas, préférant exploiter le travail non rémunéré des femmes au foyer. Selon la même logique, la succursale de la Banque de France à Saint-Ouen organise le réfectoire et non une cantine pour ses employées, économisant ainsi sur la gestion de la cuisine du fait que les femmes préparent elles-mêmes les repas<sup>42</sup>.

---

<sup>40</sup> ABF, 1535200704/26, dossier sur la proposition des *Établissements Duval* le 1<sup>er</sup> juin 1928, notice sur la gérance des réfectoires des Établissements Duval, p. 2.

<sup>41</sup> À cela se rajoute la violence symbolique de l'État, canalisée par la cantine, analysée par François-Xavier Nérard, « Pouvoir manger. Nourriture et travail dans l'URSS des premiers plans quinquennaux », in Thomas Bouchet Stéphane Gacon, François Jarrige, *et alii* (dir.), *La gamelle et l'outil. Manger au travail en France et en Europe de la fin du XVIIIe siècle à nos jours*, Nancy, Arbre Bleu Éditions, 2016, p. 207-218

<sup>42</sup> ABF, 1532200288/1, dossier sur la commission des vivres, note pour la direction du Service immobilier, le 28 octobre 1938.

En URSS, le travail non rémunéré des femmes d'ouvriers est utilisé pour compenser le manque de personnel insuffisant dans les cantines d'État. En 1930, le directeur du Département technique de *Narpit*, Boris Vilenkin, recommande à toutes les cantines d'embaucher leur personnel parmi les femmes des ouvriers de l'entreprise concernée<sup>43</sup>. En 1931, Riabceva, la future gérante des cantines de *Narpit*, témoignera que la cantine de l'usine *Locomotive de la Révolution* (dont la ville n'est malheureusement pas indiquée) est abandonnée par toutes les instances :

« J'ai demandé au directeur, qui est-ce qui aide la cantine ? Aucun organisme ne l'aide : ni le parti, ni les syndicats. Il se trouve que ce sont les femmes des ouvriers qui veillent alternativement au fonctionnement de la cantine (*dežurstvo*). Alors, dès qu'elles voient un problème, ce sont elles qui se chargent de le résoudre<sup>44</sup>. »

Un autre exemple est la cantine autogérée, *samodeiatel'nai stolovaia*<sup>45</sup>. C'est une forme d'alimentation coopérative, inspirée sans doute par le modèle de l'*harčovaia artel*. D'après des rapports officiels<sup>46</sup>, les premières cantines apparaissent en 1929, créées par des femmes habitant dans les immeubles environnants qui rassemblent leurs tickets de rationnement pour préparer des repas collectifs tour à tour. Il ne s'agit pas de déléguer à l'État des tâches ménagères voulues par le projet de la nouvelle vie soviétique : la cantine autogérée relève de la solidarité locale traditionnelle, qui comble l'absence ou l'insuffisance du soutien d'État.

---

<sup>43</sup> RGAE, f.484, inv.15, d.25, p. 16, sténogramme du colloque dans le cadre des cours des directeurs rouges de *VseNarpit*, 16 mai 1931.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>45</sup> Sur les cantines autogérées, voir Matsui Yasuhiro, « Stalinist Public or Communitarian Project? Housing, Organisations and Self-Managed Canteens in Moscow's Frunze Raion », *Europe-Asia Studies*, 60/7, 2008, p. 1223-1246.

<sup>46</sup> RGAE, f.7754, inv.1, d.79, p. 3, rapport des unions des coopératives d'habitation des républiques sur le travail culturel et sur la construction des établissements communaux en 1931.

En France comme en URSS, la contribution de l'économie informelle est essentielle pour pallier un faible financement de l'alimentation des ouvriers. L'accès des femmes aux métiers « d'hommes » qui les rend visibles au sein de la société, ne met pas en cause la ségrégation sexuée du travail et l'alimentation reste leur responsabilité. La différence entre les deux modèles réside dans la représentation du travail domestique féminin : en France, c'est une source d'autonomie dans la sphère privée, qui reste toutefois dominée par l'homme. En URSS, le travail domestique est représenté comme l'obstacle à l'émancipation des femmes, les bolcheviks espèrent donc libérer la femme par le salariat et lui proposent de s'alimenter dans les cantines. Mais ces dernières ne sont pas suffisantes et la ségrégation du travail empêche l'émancipation des femmes. Malgré leurs différences, ces deux modèles réservent à la femme une position subalterne.